

## Décision individuelle N° 2021-90

**Pétitionnaire** : EDF - Pôle Energies renouvelables

**Adresse** : 21 avenue Simone Veil 06200 NICE

**Nature de la demande** : travaux en cœur de parc national (nécessaires à une activité autorisée)

**Intitulé du projet** : Reconstruction d'une piste temporaire et dégagement de la prise d'eau hydroélectrique aval

**Localisation** : vallon de Mollières, commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18, R.331-64 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7, 14 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 4, 5, 6, 13, 14, 18, 27 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 22 avril 2021,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 02 février 2021 par EDF, représenté par Monsieur BEC Nicolas – directeur adjoint GEH Azur Ecrins, ainsi que les modificatifs et compléments transmis le 26 février 2021 et le 30 mars 2021,

**Considérant** que la demande porte sur la reconstitution d'un accès temporaire et motorisé à la prise d'eau aval du torrent de Mollières,

**Considérant** que la demande porte également les travaux de dégagement nécessaires à la remise en activité de cette prise d'eau, attribuée à EDF sous le régime de la concession et autorisée en cœur de parc national au titre de l'article 14 du décret n°2009-486 et de l'annexe 5 de la Charte,

**Considérant** que ces travaux apparaissent nécessaires au rétablissement des activités préalablement autorisées ou autorisables sur le site, à savoir la production hydroélectrique et la circulation motorisée,

**Considérant** que pour être compatibles avec la modalité d'application de la réglementation correspondante, il est nécessaire que ces travaux permettent de réduire les impacts de ces activités,

**Considérant** en conséquence, que la reconstitution d'un accès motorisé doit rester la plus succincte possible et strictement limitée aux besoins de dégagement nécessaires à la remise en activité de cette prise d'eau par EDF,

**Considérant** également que les travaux nécessaires ne doivent pas réduire de manière substantielle l'espace de mobilité du cours d'eau tel qu'il s'est illustré lors de la crue, les aménagements en résultant devant rester fusibles sans présumer des options de réaménagement définitif,

**Considérant** que plusieurs options d'aménagement ont été proposées par le pétitionnaire et qu'il a été nécessaire de les préciser zone par zone lors d'une visite préalable de chantier le 21 avril 2021, de sorte que ce principe de base soit respecté,

**Considérant** qu'une zone de travaux peut faire exception à ce principe, en raison de la présence d'une importante fragilité géologique dans le versant amont surplombant l'ancien tracé de la piste, la sécurisation de ce versant impliquant à terme, des interventions et aménagements susceptibles d'impacter fortement les milieux naturels et le paysage,

**Considérant** que sur cette zone, la création d'un nouveau tronçon de piste sur le versant opposé, historiquement remanié et anthropisé, apparaît comme une alternative pertinente pour un moindre impact des aménagements temporaires et définitifs,

**Considérant** parallèlement qu'avant la crue générée par le passage de la tempête Alex en octobre 2020, le vallon de Mollières abritait une population importante et fonctionnelle de truite fario, de souche méditerranéenne et génétiquement spécifique à cette localité,

**Considérant** que cette population a de fortes probabilités d'avoir survécu à cette crue, comme l'atteste la présence d'au moins un individu adulte en février 2021 entre la prise d'eau EDF et l'usine hydroélectrique exploitée par SERHY située à l'amont immédiat,

**Considérant** qu'au terme de l'accompagnement technique et de l'instruction administrative du dossier, la période de reproduction de la truite fario est terminée, ce qui permet d'estimer que les différentes dérivations du lit mouillé nécessaires aux travaux généreront peu d'impacts irréversibles sur la population résiduelle du vallon,

**Considérant** que le torrent de Mollières est classé dans les cours d'eau « liste 1 » au titre de la continuité écologique de l'amont jusqu'à la prise d'eau exploitée par EDF, cet ouvrage faisant obstacle au minimum, à la dévalaison des poissons vers le réservoir biologique de la Tinée,

**Considérant** que la crue générée par la tempête Alex a permis une modification de trajectoire du lit mouillé, permettant de contourner cet obstacle et que la remise en activité de la prise d'eau va réinstaurer cet obstacle à l'identique de la situation précédente,

**Considérant** également que la reprise des prélèvements d'eau va induire la mise en débit réservé au plancher réglementaire du 1/10<sup>è</sup> de tout le tronçon aval du torrent,

**Considérant** la demande expresse formulée au Parc national du Mercantour par la Fédération de pêche des Alpes-Maritimes en date du 29 mars 2021, d'intégrer le relèvement des débits réservés et la mise en œuvre de dispositifs en faveur de la continuité piscicole dans les travaux de remise en fonctionnement des activités hydroélectriques du vallon de Mollières,

**Considérant** les connaissances nouvelles illustrant la richesse patrimoniale des espèces inféodées aux milieux aquatiques dans ce vallon et l'évolution tendancielle de l'hydrologie dans le contexte du changement climatique et qu'ainsi, le relèvement du débit réservé au plus proche du débit minimal biologique apparaîtrait effectivement comme une mesure pertinente de réduction de l'impact de l'activité hydroélectrique sur l'écologie du cours d'eau et la population piscicole à reconstituer,

**Considérant** que cette mesure, relative aux obligations minimales de débit en sortie d'ouvrage, relève des dispositions réglementaires encadrant la concession,

**Considérant** que les propositions d'études post-travaux, formulées par EDF au titre des mesures d'accompagnement, permettent d'améliorer la connaissance de l'hydrosystème du torrent de Mollières à

moyen terme sans toutefois permettre une réduction d'impact effective de l'activité hydroélectrique sur celui-ci,

**Considérant** en conséquence qu'il convient dès à présent de prescrire des travaux complémentaires en la matière,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

EDF – Pôle Energies Renouvelables, représenté par Monsieur BEC Nicolas, directeur adjoint du GEH Azur-Ecrins, est autorisé à réaliser des travaux dans le cœur du parc national au niveau du vallon de Mollières, sur la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée.

Ces travaux consistent

- à rétablir un accès à la prise d'eau exploitée sous le régime de la concession, cet accès devant rester temporaire tout en garantissant un minimum de sécurité aux usagers autorisés à y circuler ;
- à dégager la prise d'eau pour permettre sa remise en fonctionnement minimal ;
- à mettre en sécurité les installations d'acheminement d'électricité moyenne-tension.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à l'organisation, au suivi et à la tenue générale du chantier*

2.1. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour, des différentes réunions organisées sur place en vue d'assurer le suivi des travaux ainsi que de la réunion de récolement, au minimum 3 jours ouvrés avant celles-ci.

2.2. A l'exception du marquage des arbres à abattre, tout balisage nécessaire aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets de chantier ou rubalise ; dans ce cadre, l'usage de la peinture est proscrit. Tous les dispositifs de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.3. Tous les équipements susceptibles de générer une pollution par fluide (fluides hydrauliques, carburant...) seront installés sur des bacs de rétention. Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible. Ce(s) revêtement(s) sera (seront) retiré(s) en fin de chantier.

2.4. Le cas échéant, le(s) compresseur(s) et groupe(s) électrogène(s) seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.5. Les matériaux issus des installations hydroélectriques endommagées ainsi que les déchets liés au chantier devront être collectés et évacués en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée. Tout usage du feu est interdit.

2.6. Tous les passages à gué provisoires devront être remis dans leur état initial avant la fin du chantier, avec décompactage superficiel (griffage).

- *Prescriptions relatives aux mesures d'évaluation des travaux*

2.7. Un suivi des taux de MES et d'O<sub>2</sub> dissous devra être réalisé tout au long des travaux, selon la méthodologie présentée au dossier. Les valeurs d'alerte seront respectivement de 1 g/l de MES et 6 mg/l d'O<sub>2</sub> dissous.

En phase « normale », les mesures seront réalisées toutes les 4 heures. En phase « sensible » - dérivations ou assèchements de bras mouillés et installation de passages busés – la fréquence sera réduite à une mesure toutes les 30 minutes.

2.8. Tout dépassement des valeurs d'alerte au cours de 2 mesures consécutives induira systématiquement et sans délai un arrêt des interventions sur la zone concernée par le responsable du chantier, jusqu'à ce que les valeurs reviennent à la normale.

2.9. L'ensemble des mesures MES et O<sub>2</sub> dissous sera consigné dans un cahier de chantier mis à disposition des agents de contrôle. Ces mesures seront corrélées aux types d'interventions par zone et le cas échéant, aux mesures prises en cas de dépassement : type(s) de mesure(s), durée.

2.10. Un suivi de la micro-topographie du vallon sera réalisé en zone 1 et 4 au minimum, à raison d'un état des lieux initial avant démarrage du chantier, d'un état des lieux intermédiaire et d'un état des lieux final.

Ce suivi sera réalisé par un prestataire indépendant des sous-traitants en charge des travaux. Il sera constitué de relevés topographiques par LIDAR aéroporté ; les profils générés incluront le positionnement du lit mouillé et des bras secondaires. Un calcul des volumes de matériaux remaniés - déblais remblais – en sera déduit. Ces résultats seront mis à disposition des agents de contrôle.

2.11. La présente décision vaut autorisation de survol d'un drone à cette fin, dans la zone autorisée au survol illustrée en annexe 3 sous la responsabilité du bénéficiaire.

2.12. Le bénéficiaire réalisera également un suivi du colmatage superficiel du substrat avant et après travaux, en aval de chaque zone de travaux ayant impacté le lit mouillé ou les bras secondaires.

- *Prescriptions relatives aux déblais-remblais et aux travaux de reconstitution de tronçons de piste*

2.13. Les travaux seront réalisés selon les modalités techniques précisées zone par zone en annexe 1 et dans le respect des prescriptions complémentaires ci-après.

2.14. L'import de matériaux de remblaiement en provenance de l'extérieur du cœur est interdit.

2.15. Les prélèvements de matériaux dans la zone 1 sont autorisés dans le périmètre délimité en annexe 2 pour les besoins exclusifs de ces travaux et plafonnés à un volume maximal de 4500 m<sup>3</sup>.

Une zone tampon de 10 mètres de large, mesurée à partir de la berge du lit mouillé située en rive gauche, sera préservée de toute intervention.

La zone sera grossièrement modelée en pente douce de l'amont vers l'aval et du versant vers le lit mouillé, au fur et à mesure des prélèvements.

Les zones et axes de circulation des engins devront être décompactés à la fin du chantier.

2.16. Le façonnage de levées de terre sur berges à proximité du lit vif n'est pas autorisé.

A proximité de toutes les zones d'intervention des engins, les berges du lit vif seront mises en défend à l'aide d'un filet de chantier amovible.

2.17. Sur tous les tronçons de piste reconstitués, la largeur maximale de la plate-forme (bord à bord) ne devra pas excéder 4 mètres.

- *Prescriptions relatives aux dérivations du lit vif et à la remise en fonctionnement de la prise d'eau*

2.18. Toutes les dérivations du lit mouillé principal et assèchements de bras secondaires - devront être réalisées selon la méthodologie suivante :

- dérivation / mise à sec progressive à 80 % du débit à J-1 ;
- réalisation d'un pêche de sauvegarde puis dérivation / mise à sec à 100 % du débit.

2.19. Les chenaux de dérivation devront être ouverts sur une largeur moyenne de 3 m et sur une profondeur n'excédant jamais celle du lit mouillé d'origine en amont et en aval.

2.20. A la fin des travaux, chaque zone de dérivation sera remise en état de la manière suivante :

- décompactage / griffage des surfaces hors d'eau et compactées par le passage des engins ;
- arasement complet des merlons de dérivation et étalement des matériaux en zone sèche, sans compactage.

2.21. Les pêches de sauvegarde seront encadrées par l'écologue en charge du suivi du chantier et réalisées avec du matériel adapté à la faible conductivité des eaux du torrent.

Un compte-rendu écrit de ces opérations devra être transmis aux administrations concernées sans délai à la fin de ces interventions.

2.22. La présente décision ne vaut pas autorisation de prélèvement et manipulation dans le cadre de ces pêches de sauvegarde. Ces opérations devront faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès des services du Parc national, précisant les modalités de mise en œuvre ainsi que le ou les opérateur(s) retenus dans les délais de rigueur.

- *Prescriptions relatives aux coupes d'arbres et au traitement des rémanents*

2.23. Les coupes devront être réalisées exclusivement à l'aide d'outils manuels. Le débardage pourra être mécanisé sous réserve qu'il soit effectué à l'aide d'engins légers et sans ouverture de traîne.

2.24. En zone 1 et le cas échéant en zone 2 « aval pont », la coupe des arbres est autorisée.

Branchage et troncs devront être exportés en-dehors du cœur du parc national. Le broyage sur place ainsi que le brûlage de ces rémanents (branches et troncs) sont interdits.

2.25. En zone 4, la coupe devra uniquement concerner les arbres préalablement marqués par l'Office national des forêts : identification individuelle par un point rouge à la bombe de peinture.

Les petits diamètres correspondant à la régénération naturelle des pins et l'ensemble des feuillus devront être préservés.

Tout dessouchage est interdit.

2.26. En zone 4, les souches et branchages seront maintenus en plusieurs tas sur place, sans tassement ni broyage. Un minimum de 20 % des grumes sera maintenu au sol sur site, en privilégiant les plus gros diamètres, dans leur plus grande longueur.

2.27. En zone 4 et pour 80 % de grumes restantes, leur exportation en dehors du cœur du parc national est autorisée par la présente sous réserve de la prescription 2.22.

S'ils ne sont pas exportés dans le cadre des présents travaux, ces produits pourront être temporairement stockés en un ou plusieurs lieux situés dans le cœur du parc national, à condition d'être préalablement définis avec le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour et l'Office national des forêts.

- *Prescription relative à la remise en fonctionnement de la prise d'eau*

2.28. La remise en fonctionnement de la prise d'eau devra être accompagnée de l'aménagement d'un dispositif assurant la dévalaison du poisson, réalisé en tout état de cause avant la remise en état définitive de l'ouvrage de prélèvement.

- *Prescriptions relatives à la sécurisation des installations d'acheminement de l'électricité moyenne-tension*

2.29. La sécurisation de ces installations sera réalisée a minima : dépose des câbles et haubanage des supports menaçant de chuter. L'ensemble de ces haubanages devra être entièrement amovible.

- *Prescription relatives aux mesures d'accompagnement post-travaux*

2.30. Le bénéficiaire est tenu de réaliser l'ensemble des mesures d'accompagnement proposées dans son dossier, à savoir :

- étude de l'hydrosystème du torrent de Mollières (description morphologique, variables physico-chimiques, caractérisation des peuplements invertébrés et diatomées, couverture algale, zone de

reproduction piscicole potentielles, évaluation et caractérisation du peuplement piscicole, évaluation de la continuité piscicole) ;

- étude d'une modulation du débit réservé ;

2.31. Le bénéficiaire est par ailleurs tenu d'étudier les conditions de relèvement du débit réservé au 1/5<sup>e</sup> du module au plus tard d'ici 2 ans, selon des modalités à définir en lien avec l'autorité concédante et le Parc national du Mercantour.

Le démarrage de ces études devra intervenir au plus tard 6 mois après la fin des travaux autorisés par la présente.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et jusqu'au 15 juillet 2021, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 23 avril 2021

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFIS

Copies :

- service territorial de la Tinée
- L.DESMAISONS, DDTM06
- R.BONVALLAT, OFB-SD06
- VALTINEE

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

# ANNEXE 1

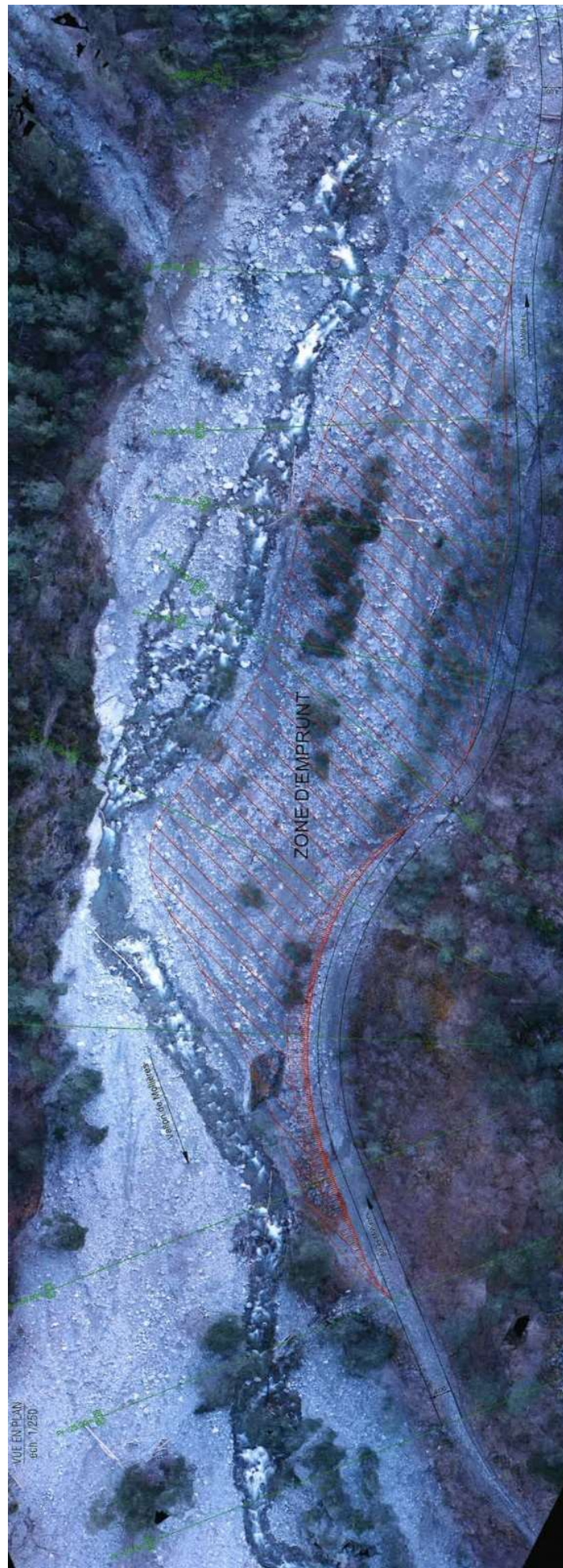
## MODALITÉS TECHNIQUES D'INTERVENTION ZONE PAR ZONE

| <b>ZONE</b>                  | <b>MODALITÉS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <b>PRESCRIPTION PARTICULIÈRES (rappel)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>ZONE 1</b>                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en défend d'une zone de 10 m de large depuis le lit mouillé</li> <li>- Coupe d'arbres, exportation complète des produits hors cœur.</li> <li>- Prélèvements de matériaux – maximum 4500 m<sup>3</sup>, pas d'exportation hors cœur.</li> <li>- Modelage d'une plate-forme de piste</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Prescription 2.6 (décompactage zones de circulation d'engins)<br>Prescriptions 2.10 et 2.11 (suivi LIDAR)<br>Prescription 2.15 (zone et volumes max.)<br>Prescription 2.17 (largeur piste 4 m. max)                                                                                                           |
| <b>ZONE 2 aval pont</b>      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un passage busé depuis la rive gauche, non maçonné</li> <li>- Positionnement du passage sous contrôle de l'écologue en charge du chantier, en amont de la loupe d'érosion du versant rive droite et en aval de la loupe d'érosion du versant rive gauche</li> <li>- Dimensionnement correct des buses sous contrôle de l'écologue en charge du chantier</li> <li>- Création d'une plate-forme en lit majeur, en élévation de 1 mètre maximum par rapport au terrain naturel</li> <li>- Décaissement d'une plate-forme de piste dans le versant rive droite, connectée au tracé pré-existant</li> </ul> | Prescriptions 2.23 et 2.24 (modalités coupes)<br>Prescription 2.17 (largeur piste 4 m. max)                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>ZONE 2 amont pont</b>     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détournement et assèchement progressif du bras secondaire par pose de blocs rocheux au droit de la cascade + sacs de sable + géotextile</li> <li>- Poursuite par enrochement libre sans fondation (agencement de gros blocs non maçonnés en pied de remblai)</li> <li>- Réfection de la plate forme par 1 mètre d'épaisseur de remblai sur enrochement (sauf rampes)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                   | Prescription 2.5 (enlèvement déchets de chantier : sacs de sable, géotextile)<br>Prescription 2.7 à 2.9 (suivi MES/O <sub>2</sub> dissous)<br>Prescription 2.12 (suivi colmatage)<br>Prescription 2.17 (largeur piste 4 m. max)<br>Prescriptions 2.18 à 2.22 (modalités de dérivation et pêche de sauvegarde) |
| <b>ZONE 3 « trou aval »</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rebouchage sur 4 m de large, remblai façonné en pente douce jusqu'au sommet de l'enrochement percolé subsistant au maximum</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Prescription 2.17 (largeur piste 4 m. max)                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>ZONE 3 « trou amont »</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remblai sur enrochement libre sans fondation (agencement de gros blocs non maçonnés en pied de remblai) sur zone sèche uniquement</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Prescription 2.17 (largeur piste 4 m. max)                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>ZONE 4</b>                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupe d'arbres : marqués par ONF.</li> <li>- Maintien des branchages au sol + 20 % des grumes dans leur plus grande longueur.</li> <li>- Possibilité de débardage au treuil et stockage temporaire sur places préalablement définies avec ONF et PNM</li> <li>- Modelage d'une plate-forme de piste Déblais / remblais sur zone, si besoin avec enrochement libre sans fondation pour limiter l'emprise des remblais en lit majeur.</li> </ul>                                                                                                                                                                    | Prescription 2.7 à 2.9 (suivi MES/O <sub>2</sub> dissous)<br>Prescriptions 2.10 et 2.11 (suivi LIDAR)<br>Prescription 2.12 (suivi colmatage)<br>Prescription 2.17 (largeur piste 4 m. max)<br>Prescriptions 2.18 à 2.22 (modalités de dérivation et pêche)                                                    |

|                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | de sauvegarde)<br>Prescription 2.23 et 2.25 à 2.27<br>(modalités coupes)                                                                                                                                                                                                        |
| <b>ZONE 5 prise d'eau</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création passage à gué aval + désengrèvement vanne 2 (V2)</li> <li>- Retour sur piste pour création d'un passage busé en amont de la prise d'eau</li> <li>- Désengrèvement vanne 1 (V1) et creusement chenal d'amenée.</li> <li>- Restitution du débit réservé par V2 si fonctionnelle ou batardeau calibré ou siphon</li> </ul> | Prescription 2.6 (décompactage passage à gué)<br>Prescription 2.7 à 2.9 (suivi MES/O <sub>2</sub> dissous)<br>Prescription 2.12 (suivi colmatage)<br>Prescriptions 2.18 à 2.22 (modalités de dérivation et pêche de sauvegarde)<br>Prescription 2.28 (dispositif de dévalaison) |



**ANNEXE 2**  
**DÉLIMITATION DE LA ZONE 1 (prélèvements de matériaux)**





## ANNEXE 3

